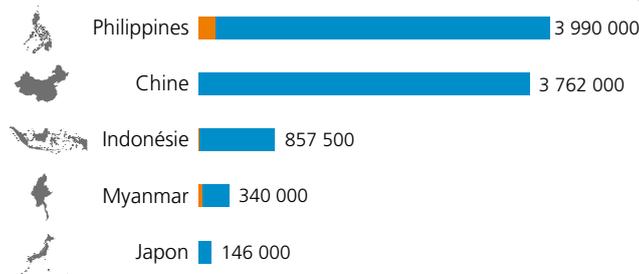


ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE



Conflits 236 000
Catastrophes 9 332 000
34,2 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



Comme les années précédentes, c'est dans la région Asie de l'Est et Pacifique qu'ont eu lieu la plupart des déplacements internes liés aux catastrophes qui ont été enregistrés dans le monde en 2018. Les typhons, les pluies de mousson et les inondations, les séismes, les tsunamis et les éruptions volcaniques ont provoqué 9,3 millions de nouveaux déplacements. Des pays très exposés tels que les Philippines, la Chine, l'Indonésie et le Japon aux petits États et territoires insulaires tels que Guam, les Îles Mariannes du Nord et Vanuatu, les impacts ont varié considérablement dans cette vaste région.

Les **Philippines** ont enregistré à elles seules 3,8 millions de nouveaux déplacements liés à des catastrophes, soit plus que tout autre pays dans le monde. Les évacuations préventives organisées par le gouvernement pour atténuer les effets des typhons entre juillet et décembre y ont fortement contribué. Le typhon le plus puissant, Mangkhut, a provoqué 1,6 million de nouveaux déplacements, soit environ 40 % du total national. Les inondations de la mousson, les éruptions volcaniques et les glissements de terrain ont également provoqué des déplacements au cours de l'année.¹¹⁹

Le conflit armé entre l'armée philippine et des groupes islamistes, ainsi que d'autres violences, notamment des querelles de clans et des conflits fonciers, ont déclenché 188 000 nouveaux déplacements en 2018, principalement dans la région de Mindanao. Les efforts visant à rétablir la paix dans la région ont également progressé en juillet avec la signature de la loi organique de Bangsamoro, censée régler certains des griefs de longue date qui alimentent les conflits à Mindanao depuis des décennies.¹²⁰

À la fin de 2018, 301 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la suite du conflit aux Philippines, dont

environ 65 000 à Marawi qui, plus d'un an après la reprise par l'armée du pays de la ville aux mains d'affiliés de l'EIL, ne pouvaient toujours pas rentrer chez elles en raison de l'étendue des dégâts et de la présence de munitions non explosées (cf. En détail - Philippines, p. 32).

Près de 3,8 millions de nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont été enregistrés en **Chine**, en particulier dans les provinces du sud-est du pays frappées par des typhons. Malgré la force de certaines des tempêtes, notamment celle du typhon Maria de catégorie 5, les autorités chargées de la gestion des catastrophes ont réussi à réduire le risque de pertes de vies humaines en évacuant les populations des zones à haut risque. La Chine et les Philippines ont, à elles deux, largement contribué à l'augmentation du nombre de déplacements internes liés aux catastrophes tant au niveau régional qu'au niveau mondial.

La plupart des 853 000 nouveaux déplacements liés aux catastrophes qui ont été enregistrés en **Indonésie** ont été déclenchés par des événements géophysiques. Un certain nombre de séismes ont frappé l'île de Lombok en juillet et en août, provoquant 445 000 nouveaux déplacements, et un mois plus tard, un séisme et un tsunami dans la province de Sulawesi central en ont provoqué 248 000. Cet événement a entraîné une liquéfaction du sol et des dégâts importants, notamment la destruction de logements, en particulier dans la ville côtière de Palu et ses environs. Au moins 1 754 personnes ont perdu la vie. Un autre tsunami consécutif à une éruption volcanique dans le détroit de la Sunda a entraîné 47 000 nouveaux déplacements dans la province de Lampung en décembre.

Au **Myanmar**, les pluies et les inondations de la mousson ont provoqué la plupart des 298 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes qui ont été enregistrés au cours de l'année. Les quatorze États et régions du pays ont été touchés et une rupture de barrage provoquée par une rivière en crue dans la région de Bago en août a entraîné près de 79 000 nouveaux déplacements.¹²¹ Environ 42 000 liés à des conflits et à la violence ont également été enregistrés. Bon nombre d'entre eux ont été déclenchés par l'escalade des combats entre l'armée birmane et l'Armée pour l'indépendance au Kachin et dans le nord du Shan.¹²² La violence interethnique dans les zones contestées du Shan, riches en ressources, a également provoqué des déplacements, de même que d'autres événements dans les États de Karen, Chin et Rakhine.¹²³

Au **Japon**, environ 146 000 nouveaux déplacements provoqués par des typhons, tempêtes, pluies de mousson et inondations, séismes et glissements de terrain ont été enregistrés. Le pays a été frappé par un nombre exceptionnellement élevé de catastrophes en 2018 et, bien qu'il y soit généralement bien préparé, certaines faiblesses dans la gestion des risques de catastrophes et les systèmes d'alerte rapide ont été mises en évidence, notamment en termes de réactivité des citoyens (cf. En détail -Japon, p. 30).

Dans le Pacifique, un séisme a provoqué plus de 58 000 nouveaux déplacements en **Papouasie-Nouvelle-Guinée**. L'activité volcanique a provoqué la plupart des 13 000 nouveaux déplacements enregistrés au **Vanuatu** et les inondations sont à l'origine de la plupart des 12 000 enregistrés aux **Fidji**. En **Australie**, une série de feux de brousse meurtriers, aggravés par une sécheresse exceptionnelle, a entraîné des dégâts importants et environ 10 000 nouveaux déplacements.¹²⁴

Un certain nombre de pays ont réalisé des progrès significatifs dans la réduction du risque de déplacements à la suite de catastrophes, et les initiatives régionales de suivi, de préparation et de réaction ont également été renforcées.¹²⁵ De nombreux pays, dont le Japon, les Philippines et l'Indonésie, ont placé la question des déplacements liés aux catastrophes en tête de leurs priorités politiques en élaborant et en appliquant des lois et des politiques de gestion des risques de catastrophes. Les évacuations préventives effectuées par les autorités nationales et locales font partie des mesures qui, même si elles entraînent des déplacements, permettent de sauver des vies et de limiter les effets des catastrophes.

Certains petits États insulaires du Pacifique ont adapté leurs lois et leurs politiques aux nouveaux risques liés au changement climatique. Les Fidji, par exemple, ont élaboré des directives concernant la planification des relocalisations, qui tiennent compte des risques futurs.¹²⁶

Le Vanuatu a également élaboré l'année dernière une politique nationale sur les déplacements liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles – un exemple que d'autres pays confrontés à des problèmes similaires auraient tout intérêt à suivre.¹²⁷

PERSPECTIVES URBAINES

La région Asie de l'Est et Pacifique a connu une urbanisation rapide au cours des dernières décennies.¹²⁸ Souvent considérée comme un succès dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'accès des populations aux marchés et aux services de première nécessité, la croissance urbaine a également posé des problèmes, notamment d'inégalités alimentant les tensions sociales.¹²⁹

L'expansion des villes de la région a également augmenté le risque de déplacements liés aux catastrophes, en particulier dans les zones mal préparées pour résister aux effets des catastrophes.¹³⁰ Bon nombre sont situées dans la ceinture des cyclones tropicaux et dans la ceinture de feu du Pacifique, la zone sismique et volcanique la plus active au monde.¹³¹ Compte tenu de ce degré d'exposition, la combinaison de systèmes d'alerte rapide avec une planification urbaine robuste, des réglementations en matière de construction et une gestion des sols est essentielle pour réduire les risques à mesure que les villes se développent.

Selon le modèle de risque de déplacement lié aux inondations de l'IDMC, en moyenne, plus de 5,4 millions de personnes risquent d'être déplacées par des inondations dans la région au cours des prochaines années, soit le niveau le plus élevé de risque de déplacement dû aux inondations (cf. Partie 3). De nombreux petits États et territoires insulaires du Pacifique, tels que le Vanuatu, la Nouvelle-Calédonie et les Palaos, figurent parmi les premiers au monde en termes de risque par rapport à la taille de la population. De nombreuses villes du Pacifique se sont développées ces dernières années, avec notamment des quartiers informels sur les berges de fleuves, dans des estuaires et des zones périurbaines, sur des sites de déchetterie et dans des mangroves. Cela a accru non seulement l'exposition aux aléas, mais également la vulnérabilité des populations et des biens, ce qui augmente le risque de déplacement et les effets potentiels du déplacement.¹³²

Les avancées politiques mentionnées ci-dessus vont dans la bonne direction, mais il est important de renforcer les capacités de mise en œuvre. Une planification du développement urbain prenant en compte les risques de catastrophe et de déplacement est également essentielle, d'autant plus que le taux de croissance urbaine annuel de la région Asie de l'Est et Pacifique devrait être de 3 %, l'un des plus élevés au monde.¹³³

JAPON

Évacuations à la suite de catastrophes et importance de la résilience

Situé à l'intersection de trois plaques tectoniques et sur la trajectoire des typhons saisonniers, le Japon est exposé à un éventail de risques susceptibles de provoquer des déplacements massifs et des dégâts importants sur les habitations et les infrastructures. L'année dernière n'a pas fait exception. Les tempêtes, inondations, crues soudaines, glissements de terrain, séismes et éruptions volcaniques ont déclenché plus de 146 000 nouveaux déplacements.

Cependant, le pays a développé une forte résilience aux effets potentiels des catastrophes naturelles.¹³⁴ La plupart des nouveaux déplacements enregistrés étaient des évacuations préventives, qui constituent une mesure efficace pour réduire les pertes de vies humaines lorsque les populations sont exposées aux catastrophes naturelles. La capacité du Japon à gérer le risque de catastrophe avec des systèmes d'alerte rapide et des plans d'évacuation est généralement efficace pour réduire les impacts, mais l'année dernière a montré que les citoyens n'étaient pas toujours aussi réactifs qu'ils pourraient l'être.

En 2018, les déplacements provoqués par des catastrophes ont varié entre deux personnes déplacées par un glissement de terrain dans la préfecture d'Oita en avril et plus de 30 000 personnes déplacées par le typhon Prapiroon début juillet.¹³⁵ Moins de trois semaines après les inondations et les glissements de terrain provoqués par les pluies du Prapiroon dans le sud-ouest du Japon, le typhon Jongdari a frappé la même région. Le gouvernement a émis des ordres d'évacuation préventifs pour Jongdari, mais des recherches menées à Hiroshima indiquent que moins de 4 % des citoyens en ont tenu compte.¹³⁶ Certains de ceux qui sont restés sur place ont été pris au piège des glissements de terrain et de la montée des eaux, et plus de 170 personnes ont perdu la vie, ce qui fait de Jongdari la catastrophe météorologique la plus meurtrière au Japon depuis des décennies.¹³⁷

Lorsque le typhon Jebi a frappé en août, la réactivité des citoyens s'est également révélée faible. Le Cabinet du Japon a ordonné l'évacuation de 30 000 personnes



environ, mais des études menées dans la préfecture de Kobé après la catastrophe ont montré que moins de 10 % d'entre elles avaient suivi cet ordre. Des coupures de courant ont empêché certaines personnes de recevoir cet ordre, tandis que d'autres ne l'ont pas entendu à cause du bruit du vent et de la pluie. Dans certaines régions, l'ordre d'évacuation a été émis après le début des inondations.¹³⁸ Jebi est le plus puissant des typhons ayant frappé le Japon au cours des 25 dernières années, et l'ampleur de la catastrophe a contribué à sensibiliser les communautés touchées à l'importance des évacuations préventives.¹³⁹ Environ la moitié des personnes interrogées à Kobé ont déclaré qu'elles évacueraient la prochaine fois si elles recevaient un ordre similaire.¹⁴⁰

Les évacuations associées aux séismes semblent brosser un tableau très différent. Un ordre préventif d'évacuation adressé à 100 personnes avant le séisme d'une magnitude de 6,6 qui a frappé Hokkaido en septembre a été entendu par 12 000 personnes.¹⁴¹ Le séisme a provoqué des glissements de terrain qui ont fait des victimes et entraîné des dégâts importants, notamment une coupure de courant qui a touché 5,3 millions de personnes.¹⁴² Cependant, l'ordre d'évacuation a été émis suffisamment tôt pour permettre aux habitants de la ville de Sapporo de s'enfuir vers des zones plus sûres avant le séisme. Le public japonais semble donc plus sensibilisé aux dangers des séismes qu'à ceux des inondations, en partie peut-être en raison de l'attention que les médias leur accordent.

Le gouvernement a pris des mesures en 2018 pour améliorer sa réponse aux catastrophes en pré-positionnant des fournitures dans les centres d'évacuation, au



Un homme dans un centre d'évacuation de la préfecture d'Okayama, organisé par la Croix-Rouge japonaise. Crédit photo : Japanese Red Cross Society, juillet 2018

lieu de les envoyer après l'événement à la demande des autorités municipales.¹⁴³ Il a également reconnu le phénomène des « évacués à domicile », c'est-à-dire des personnes qui restent dans leurs logements endommagés après une catastrophe mais utilisent les installations des centres d'évacuation en raison des coupures d'eau, d'électricité et d'autres services essentiels. Certaines personnes peuvent également avoir besoin de l'aide humanitaire pour acheter des produits alimentaires et non alimentaires.¹⁴⁴

D'autres cherchent un abri en dehors des zones d'évacuation officiellement désignées, et ces « auto-évacués » ne sont généralement pas pris en compte dans les efforts de reconstruction. Par exemple, certaines personnes qui ont été évacuées par leurs propres moyens lors du séisme de 2011 dans l'est du Japon ont été confrontées à d'importants problèmes d'accès au logement et à d'autres services de première nécessité destinés aux personnes évacuées, car elles ne figuraient pas dans les registres officiels du gouvernement.¹⁴⁵ S'attaquer au problème des personnes évacuées à domicile et de celles qui évacuent par leurs propres moyens est une étape importante pour garantir que toutes les personnes déplacées sont en mesure de trouver des solutions durables. Ne pas prévoir de dispo-

sitions pour les personnes qui évacuent par leurs propres moyens peut créer des inégalités dans les mécanismes d'indemnisation et augmenter le risque de déplacement prolongé.

Les catastrophes qui ont frappé le Japon en 2018 ont montré que même dans un pays bien préparé, des améliorations sont possibles. Compte tenu du niveau très élevé d'exposition des personnes et des biens aux risques, le pays devra investir de manière continue dans la réduction des risques de catastrophes et dans une réponse plus complète aux besoins des personnes déplacées. Un certain nombre de besoins subsistent, notamment sensibiliser les populations aux risques de catastrophes au niveau local et garantir l'efficacité des systèmes d'alerte rapide, afin que les ordres d'évacuation soient émis à temps, dûment diffusés et respectés. Des données plus complètes sur les mouvements de population pendant l'événement et plusieurs mois, voire plusieurs années, après l'événement sont également nécessaires. Au-delà des évacuations préventives, des informations font défaut sur la durée du déplacement, le retour des personnes, leur lieu de réinstallation ou leur intégration locale.

EN DÉTAIL

PHILIPPINES

Les solutions demeurent une perspective lointaine à Marawi, un an après

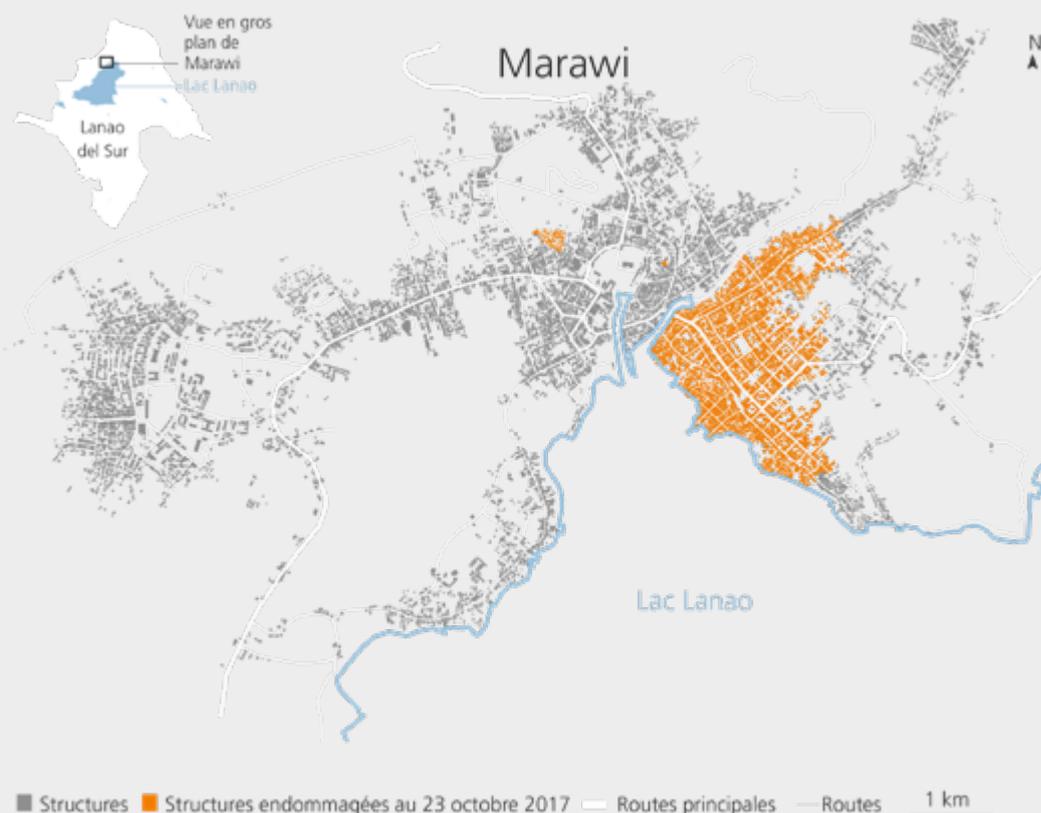
Marawi, ville à majorité musulmane de 200 000 habitants, est la capitale de la province de Lanao del Sur et le centre économique du sud des Philippines. Entre mai et octobre 2017, elle a connu le plus long conflit urbain du pays, au cours duquel plus de 1 000 personnes ont été tuées et 350 000 personnes de la région ont été déplacées. Un an plus tard, la reconstruction de la ville a commencé et la plupart des personnes déplacées sont retournées. Il reste toutefois 65 000 personnes déplacées, dont environ 14 000 vivent encore dans des abris d'évacuation et de transition.¹⁴⁶

Le conflit a éclaté le 23 mai 2017 lorsque les forces de sécurité philippines ont perquisitionné le domicile du chef du groupe Abu Sayyaf, une organisation locale affiliée à l'EIL. Le groupe Maute, autre organisation islamiste locale alliée au groupe Abu Sayyaf, a été appelé

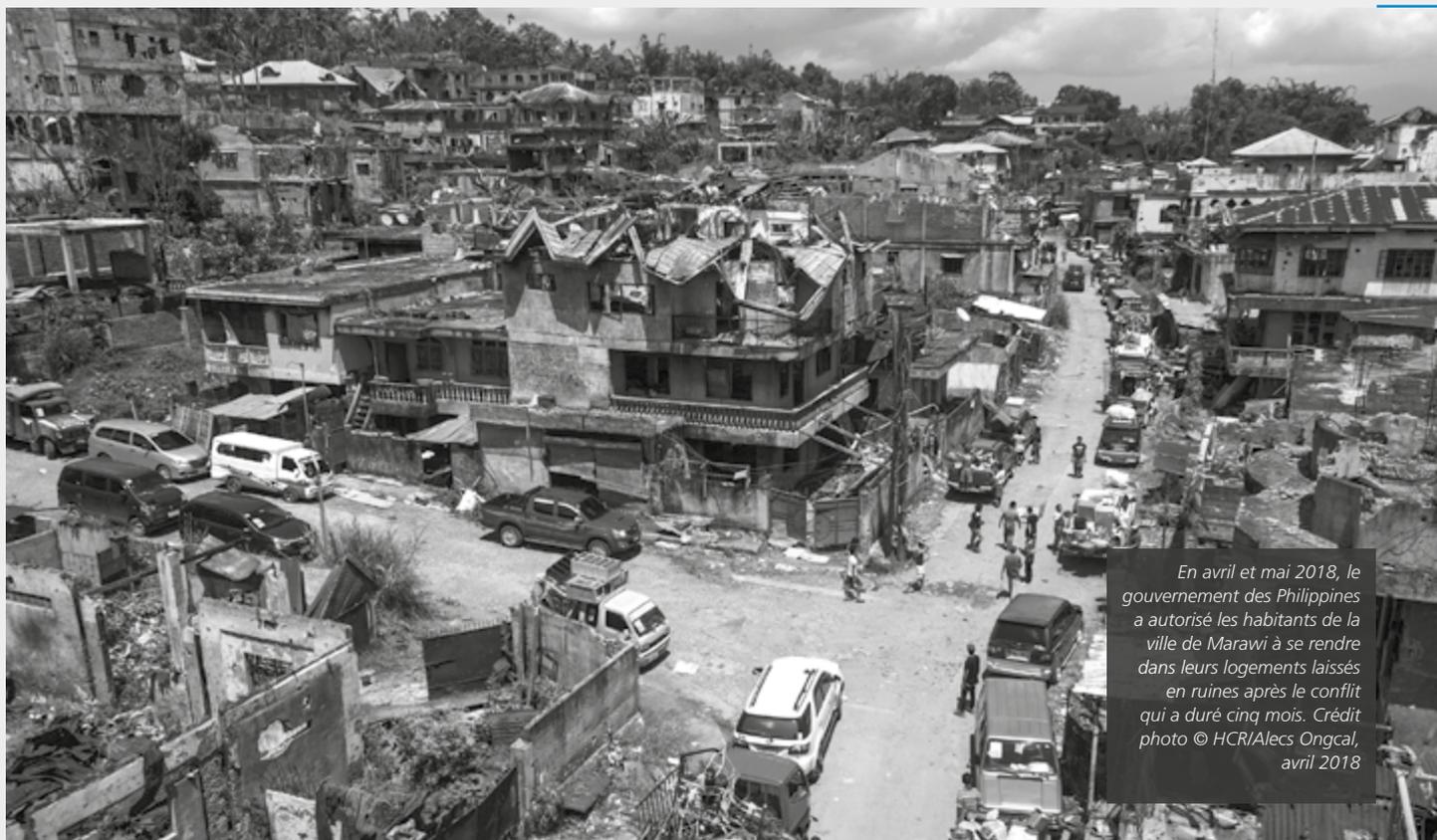


à fournir des renforts. Les militants ont mené une guerre urbaine invisible dans la région mais similaire à celle de l'EIL à Mossoul et dans d'autres villes irakiennes et syriennes. Ils ont créé un labyrinthe de tunnels improvisés dans le centre-ville densément construit pour échapper aux frappes aériennes, ont affronté les forces de sécurité et ont résisté à un siège de cinq mois. Les routes de la ville ont été saturées durant les trois premiers jours de la bataille, alors que les habitants tentaient de fuir. Entre 80 et 90 % ont fini par s'enfuir, certains à pied.¹⁴⁷

Lorsque les dirigeants des groupes Abou Sayyaf et Maute ont été tués et que le combat a été officiellement déclaré comme terminé, la ville se trouvait dans un état d'extrême destruction. Le quartier des finances et des affaires, qui représentait 30 % de la superficie urbaine,



Analyse : IDMC, source : OSM, Google Earth V 6.2.2.6613. (4 avril 2019). Ville de Marawi, Philippines. Vue à 1,68 km d'altitude DigitalGlobe 2017



En avril et mai 2018, le gouvernement des Philippines a autorisé les habitants de la ville de Marawi à se rendre dans leurs logements laissés en ruines après le conflit qui a duré cinq mois. Crédit photo © HCR/Alecs Ongcal, avril 2018

a été complètement détruit.¹⁴⁸ L'armée a escorté les habitants pour récupérer ce qu'ils pouvaient des décombres de leurs maisons avant que la zone ne soit bouclée. Elle demeure inhabitable et la reconstruction ne commencera pas tant que les débris n'auront pas été nettoyés et les routes reconstruites, ce qui devrait prendre au moins 18 mois.¹⁴⁹

On estime que 70 % des personnes déplacées, soit plus de 270 000 personnes, sont rentrées chez elles à la fin de 2018.¹⁵⁰ Cependant, dans certaines zones considérées comme habitables, les personnes qui y sont retournées n'ont toujours ni électricité ni eau courante, ni accès à l'éducation ou à des moyens de subsistance, ce qui les empêche de reconstruire leurs vies.¹⁵¹ D'autres ont dû retourner dans des centres d'évacuation en attendant que leurs logements soient réhabilités. La majorité des personnes toujours déplacées vivent avec leur famille ou leurs amis, mais près de 2 000 familles vivent dans 21 centres d'évacuation gérés par le gouvernement, où elles sont confrontées à des problèmes d'hygiène et de gestion des déchets.¹⁵²

Le gouvernement a l'intention de transférer les personnes vivant encore dans des centres d'évacuation vers des abris temporaires, mais les personnes déjà transférées disent que les familles de six personnes ou plus ont dû partager une seule chambre, ce qui ne constitue guère

une amélioration par rapport à leurs conditions de vie antérieures.¹⁵³ La sécurité alimentaire est, elle aussi, une préoccupation majeure, car de nombreuses personnes déplacées n'ont pas pu trouver de travail depuis leur fuite. Avant les combats, Lanao del Sur était déjà la province la plus pauvre du pays, avec des taux de malnutrition comptant parmi les plus élevés et touchant la moitié de la population jeune.¹⁵⁴

La résolution des problèmes de déplacement dans les villes décimées par la guerre urbaine est un processus long et complexe avec lequel se débattent les gouvernements de nombreuses régions. Le coût de la reconstruction de Marawi a été estimé à environ 1,2 milliard de dollars, dont 670 millions ont été promis par la communauté internationale en novembre 2018.¹⁵⁵ La reconstruction risque toutefois de prendre des années, laissant des milliers de personnes déplacées entre-temps. Leur déplacement prolongé est susceptible d'alimenter de nouveaux conflits car les jeunes et les personnes en âge de travailler, en particulier, peuvent se lasser des progrès lents et insuffisants. Un processus de reconstruction transparent incluant une consultation de la communauté est essentiel pour dissiper les craintes et la frustration des résidents.